ETAIENT PRESENTS EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL DE ROMAGNAT

L'an deux mille dix sept, le 21 septembre à 19 heures, le Conseil Municipal de la Commune de ROMAGNAT (Puy-de-Dôme) dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de M. Laurent BRUNMUROL, Maire. Date de convocation du Conseil Municipal 14 septembre 2017

ETAIENT PRESENTS : M. BRUNMUROL, MME LELIEVRE, M. LARDANS, MME GILBERT, M ZANNA, MME DI TOMMASO, M SCHNEIDER, MME BUGUELLOU-PHILIPPON, M CEYSSAT, MMES DAUPLAT, CHARTIER, MM SIEGRIST, DA SILVA, MMES DUGAT, BLANC, GERARD, DECOURTEIX, MM VALLETNET, BROUSSE, MME GODEFROID, MM RITROVATO, FARRET, MME AUDET-FARRET,

ETAIENT REPRESENTES :

Monsieur CURNOL qui avait donné procuration Monsieur CEYSSAT
Monsieur CHABRILLAT qui avait donné procuration Monsieur ZANNA
Monsieur FARINA qui avait donné procuration Monsieur LARDANS
Madame LIBERT qui avait donné procuration à Madame LELIEVRE
Madame ROUX avait donné procuration à Monsieur FARRET

ETAIT EXCUSE :

Monsieur BENAY

Après avoir remercié les membres présents et excusé les absents, Monsieur le Maire met ensuite aux voix le compte-rendu de la réunion du 29 juin. Ce document est adopté par 28 voix puis Monsieur le Maire aborde l'ordre du jour.

Les Conseillers présents ou représentés, au nombre de 28, formant la majorité des membres en exercice, il a été, conformément aux prescriptions du Code Général des Collectivités Territoriales, procédé immédiatement après l'ouverture de la séance à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil. Madame Monique CHARTIER, ayant obtenu l'unanimité des suffrages, a été désignée pour occuper ces fonctions qu'elle a acceptées.

<p>1. <u>Objet</u> : Assainissement – rapport annuel 2016 du délégataire</p>

Conformément au décret n°236 du 14 mars 2005, le délégataire d'un service public doit adresser à l'autorité délégante un rapport annuel. La délégation étant arrivée à son terme le 30 avril 2017 au terme des 9 ans de concession, le rapport du délégataire reprend les principaux événements et fait marquants de l'exercice 2016 ainsi que des quatre premiers mois de l'exercice 2017.

Le document doit être présenté à l'assemblée délibérante et laissé à la disposition du public durant au moins 15 jours à compter de sa présentation.

Le document intégral a été mis à la disposition des membres du conseil municipal.

Il se compose des éléments suivants :

- 1 - Synthèse de l'année 2016 :

Suivi de la Gazelle : visite hebdomadaire des déversoirs d'orage, curage trimestriel du déversoir d'orage n°12 (Rue du Pourliat à Beaumont).

Incidents réseau : On observe toujours des rejets intempestifs probablement liés à des déversements dits « sauvages » à partir des ouvrages d'assainissement ou d'eau pluviales (avaloirs) et qui ont pour conséquence la pollution de la Gazelle, affluent de l'Artière.

- 2 – Chiffres clefs :

2964 abonnements soit une estimation du nombre d'habitants desservis de 8 101

320 855 m3 facturés (-1,1 %)

L'évolution du tarif pour 120 m3 facturés est de 0 % par rapport à 2015

Taux de curage du réseau: 5,2 %

73,1km de réseaux dont 21,4 km en unitaire et 50,5 km en séparatif

591 avaloirs curés

Branchements neufs : 5

Enquêtes de conformité : 20

3 – Fin de contrat de délégation de service :

Le contrat de délégation est arrivé à échéance le 30 avril 2017. La collectivité, en concertation avec Clermont Auvergne Métropole a opté pour la mise en place d'une prestation de service pour l'entretien et la maintenance des réseaux d'assainissement et d'eaux pluviales à compter du 1^{er} mai 2017.

Il est donné acte à Monsieur le Maire de la présentation du rapport qui sera tenu à la disposition du public durant une période d'au moins 15 jours à compter de ce jour.

2. Objet : Rapport annuel 2016 du délégataire sur le prix et la qualité de l'eau

En application de l'article L 5211-39 du Code général des collectivités territoriales, le rapport annuel d'activité du délégataire chargé du service de l'eau potable est établi conformément au décret n°2005-236 du 14 mars 2005.

Le rapport intégral est joint en annexe. Il sera également laissé à la disposition du public à l'accueil de la mairie durant une période de 15 jours après publication de la présente délibération.

Il est donné acte de la présentation du rapport d'activité 2016 du délégataire sur le prix et la qualité de l'eau.

3. Objet : Rapport annuel 2016 du délégataire – service de l'assainissement non collectif

Conformément à l'article L 1411-3 du Code général des collectivités territoriales, le rapport annuel d'activité est établi par le délégataire chargé du service de l'assainissement non collectif.

Le rapport intégral est joint en annexe. Il sera également laissé à la disposition du public à l'accueil de la mairie durant une période de 15 jours après publication de la présente délibération.

Il est donné acte de la présentation du rapport d'activité 2016 du délégataire du service public de l'assainissement non collectif.

4. Objet : Rapport annuel 2016 sur le prix et la qualité du service public d'assainissement - SIAVA (Syndicat Intercommunal d'Assainissement de la Vallée de l'Auzon)

En application de l'article L 1411-3 du Code Général des Collectivité Territoriales, le rapport annuel sur la qualité et le prix du service public de l'assainissement est établi conformément au décret n°2005-236 du 14 mars 2005.

Le rapport intégral est joint en annexe. Il sera également laissé à la disposition du public à l'accueil de la mairie durant une période de 15 jours après la publication de la présente délibération.

Il est donné acte de la présentation du rapport annuel 2016 sur la qualité et le prix du service public d'assainissement du SIAVA .

5. Objet : Rapport annuel 2016 – Clermont auvergne métropole- service public de l'assainissement communautaire

En application de l'article L 5211-39 du Code général des collectivités territoriales, le rapport annuel d'activité du service public de l'assainissement communautaire est présenté conformément au décret n°2005-236 du 14 mars 2005.

Le rapport intégral est joint en annexe. Il sera également laissé à la disposition du public à l'accueil de la mairie durant une période de 15 jours après publication de la présente délibération.

Il est donné acte de la présentation du rapport d'activité 2016 du service public de l'assainissement communautaire géré par Clermont Auvergne Métropole.

6. Objet : Rapport annuel 2016 – Clermont auvergne métropole- service public d'élimination des déchets

En application de l'article L 5211-39 du Code général des collectivités territoriales, le rapport annuel d'activité du service public d'élimination des déchets est présenté conformément au décret n°2005-236 du 14 mars 2005.

Le rapport intégral est joint en annexe. Il sera également laissé à la disposition du public à l'accueil de la mairie durant une période de 15 jours après publication de la présente délibération.

Il est donné acte de la présentation du rapport d'activité 2016 du service public d'élimination des déchets géré par Clermont Auvergne Métropole.

7. Objet : Mise à disposition de services entre la communauté urbaine et la ville de Romagnat

Pour rappel, suite à l'évolution du champ de compétences de Clermont Auvergne Métropole et la création d'un pôle de proximité sur le territoire de Romagnat, une partie des locaux des ateliers municipaux est mis à la disposition de Clermont Auvergne Métropole.

La commune assure le bon fonctionnement de cette antenne et règle à ce titre les dépenses nécessaires à l'entretien des locaux et avance les frais de garage à hauteur de 40%.

Ces évolutions nécessitent la rédaction d'une convention de mise à disposition de services afin de définir le périmètre des missions que la commune effectue pour le compte de Clermont Auvergne Métropole. Cette convention est proposée pour une durée d'un an à compter du 1er janvier 2017 et sera renouvelée annuellement par tacite reconduction.

Le montant prévisionnel des prestations assurées par la commune au titre de l'année 2017 (sur la base des données 2016) est arrêté comme suit :

- dépenses liées à l'entretien du pôle de proximité : 5 430,35 € TTC (ratio au m2 sur les dépenses comprenant fluides, hygiène, prestation entretien, maintenance et assurance)

- dépenses liées à l'activité garage à hauteur de 40 % : 33 589,00 € TTC (40% sur les dépenses liées à l'activité, 0,4 ETP + 0,03 ETP de gestion administrative)

Aussi, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver les fiches sectorielles « garage » et patrimoine bâti »
- d'autoriser le Maire à signer la convention de mise à disposition de services entre la communauté urbaine et la Ville.

La présente délibération est adoptée	Pour	28
	Contre	0
	Abstentions	0

8. Objet : Transfert des résultats de clôture du budget assainissement – fin de convention de continuité de service public

Comme suite au transfert des compétences eau et assainissement au profit de Clermont Auvergne Métropole au 1er janvier 2017, une convention de continuité de service public a été conclue entre la

commune et la communauté urbaine pour que la Ville puisse assurer ces compétences pour le compte de Clermont Auvergne Métropole entre le 1er janvier et le 31 août 2017.

Cette période transitoire s'achevant, il est nécessaire de statuer sur la question du transfert des résultats de clôture 2016 en exploitation et en investissement au profit de l'EPCI. Pour mémoire, les résultats de clôture constatés au 31 décembre 2016 et approuvés par une délibération du 23 mars 2017, étaient de 35 088.57 € en exploitation et de 159 382.70 € en investissement.

Compte tenu du fait qu'à compter du 1^{er} septembre 2017, Clermont Auvergne Métropole aura la charge pleine et entière des compétences eau et assainissement et donc à entretenir, à faire évoluer les réseaux, à planifier et à réaliser les investissements nécessaires sur l'ensemble du territoire, il paraît logique de transférer l'ensemble des ressources financières disponibles pour mener à bien ces missions.

Il est proposé au Conseil Municipal :

- de transférer les résultats de clôture constatés au 31/12/2016 au budget annexe assainissement au profit de Clermont Auvergne Métropole.

La présente délibération est adoptée	Pour	28
	Contre	0
	Abstentions	0

9. Objet : Budget Assainissement – Décision modificative n°1

Comme suite au transfert de la compétence assainissement au 1er janvier 2017 vers Clermont Auvergne Métropole, une convention de continuité du service public a été conclue entre la commune de Romagnat et la communauté urbaine le 13 décembre 2016, approuvée par délibération en date du 08 décembre 2016.

Ainsi, la commune continue d'assurer jusqu'au 31 août 2017, le fonctionnement de cette compétence notamment en effectuant le paiement des dépenses et l'encaissement des recettes.

1/ Écritures « miroirs »

Aujourd'hui, cette gestion transitoire doit faire l'objet d'inscriptions budgétaires qui s'équilibrent entre elles par le biais d'écritures « miroirs » ; Clermont Auvergne Métropole remboursant les dépenses mandatées par la commune et la commune remboursant les recettes encaissées.

Aussi, ces opérations nécessitent l'inscription ou la modification de crédits du budget comme suit :

SECTION EXPLOITATION			
DEPENSES		RECETTES	
Imputation	Montant	Imputation	Montant
<u>Chapitre 65</u> - art. 658 <i>Charges diverses de la gestion courante</i> (Reversement des recettes du chapitre 70)	396 490,00	<u>Chapitre 70</u> - art. 708 <i>Produits des activités annexes</i> (Refacturation des dépenses du chapitre 011)	333 000,00
<u>Chapitre 67</u> – art. 678 <i>Autres charges exceptionnelles</i> (Transfert excédent au budget principal)	35 088,57	<u>Chapitre 76</u> - art. 7688 <i>Autres produits financiers</i> (Refacturation dépenses compte 66111)	5 280,00
<u>Chapitre 042</u> – art. 6811 <i>Dotations aux amortissements des immos</i> (Amortissements neutralisés)	-74 210,00	<u>Chapitre 77</u> – art. 777 <i>Quote-part des subventions d'investissement transférée au compte de résultat</i> (Amortissement subventions neutralisées)	-1 130,00
<u>Chapitre 023</u> (Virement à la section d'investissement neutralisé)	-19 218,57	<u>Chapitre 77</u> – art. 778 <i>Autres produits exceptionnels</i> (Refacturation dépenses compte 673)	1 000,00
TOTAL	338 150,00	TOTAL	338 150,00

SECTION INVESTISSEMENT			
DEPENSES		RECETTES	
Imputation	Montant	Imputation	Montant
<u>Chapitre 10</u> - art. 1068 <i>excédents de fonctionnement capitalisés</i> (Transfert excédent au budget principal)	159 382,70	<u>Chapitre 20</u> - art. 203 <i>Frais études</i> (Refacturation des dépenses compte 203)	18 094,32
<u>Chapitre 040</u> – art. 1391 et art. 13933 <i>subventions d'investissement transférées au compte de résultat</i> (Amortissement subventions neutralisé)	-1 130,00	<u>Chapitre 21</u> - art. 218 <i>Autres immos corporelles</i> (Refacturation dépenses compte 218)	3 000,00
<u>Chapitre 041</u> – art. 2762 <i>Créances sur transferts de droits à déduction de TVA</i> (Reversement recettes)	3 100,00	<u>Chapitre 23</u> – art. 2315 <i>Installations, matériels et outillages</i> (Refacturation dépenses compte 2315)	191 569,20
		- art. 2318 <i>Autres immos corporelles en cours</i> (Refacturation dépenses compte 2318)	19152,75
<u>Chapitre 020</u> (dépenses imprévues neutralisées)	-1 605,00	<u>Chapitre 27</u> – art. 2763 <i>Créances sur collectivités</i> (Refacturation remboursement 1641)	21 360,00
		<u>Chapitre 021</u> (Virement de la section de fonctionnement neutralisé)	-19 218,57
		<u>Chapitre 040</u> - art. 2803, 28156 et 2818 (Amortissement neutralisés)	-74 210,00
TOTAL	159 747,70	TOTAL	159 747,70

2/ Opérations budgétaires et comptables de transferts des résultats à la communauté urbaine

Le transfert de la compétence « assainissement » doit se traduire par l'écriture d'opérations réelles, et notamment la clôture du budget annexe exercice 2016 par le schéma suivant :

SECTION EXPLOITATION			
DEPENSES		RECETTES	
Imputation	Montant	Imputation	Montant
<u>Chapitre 63</u> – art. 6378 <i>Autres impôts</i>	-35 088,57		
<u>Chapitre 67</u> - art. 678 <i>Autres charges exceptionnelles</i> (Transfert de l'excédent de fonctionnement 2016 sur le budget VILLE)	35 088,57		

SECTION INVESTISSEMENT			
DEPENSES		RECETTES	
Imputation	Montant	Imputation	Montant
<u>Chapitre 10</u> – art. 1068 <i>Excédents de fonctionnement capitalisés</i> (Transfert de l'excédent d'investissement 2016 sur le budget VILLE)	159 382,70		
<u>Chapitre 23</u> - art. 2315 <i>Installations matériels et outillages techniques</i>	- 159 382,70		

Il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la modification et l'inscription de ces crédits.

La présente délibération est adoptée	Pour	28
	Contre	0
	Abstentions	0

10. **Objet** : Budget Ville– Décision modificative n°1

1/ Amortissements études

L'instruction budgétaire et comptable M14 prévoit de sortir de l'actif les frais d'études.

Si ceux-ci ont fait l'objet de travaux, il convient de les intégrer soit au compte d'immobilisations en cours dès le lancement des travaux, soit au compte d'immobilisations définitif dès lors que ceux-ci sont terminés.

Si les frais d'études n'ont pas été suivis de travaux, il convient de les amortir.

Le passage en communauté urbaine avec le transfert des compétences qui y sont liées nous impose de régulariser les amortissements.

Aussi, ces opérations nécessitent l'inscription ou la modification de crédits du budget comme suit :

1-a / Pour les études qui ont été suivis de travaux :

SECTION INVESTISSEMENT			
DEPENSES		RECETTES	
Imputation	Montant	Imputation	Montant
<u>Chapitre 041 – Opérations patrimoniales</u>		<u>Chapitre 041 – Opérations patrimoniales</u>	
Article 21311		Article 2031	
Article 21318	14 891,49		80 975,01
Article 2135	52 519,93		
	13 563,59		
TOTAL	80 975,01	TOTAL	80 975,01

1-b / Pour les études non suivies de travaux :

La totalité des études non suivies de travaux représentent un montant de 192 966,26 € TTC. Les études s'amortissant sur 5 ans, il convient d'ouvrir des crédits nécessaires sur cet exercice pour un montant de 38 593,26 €, arrondis à 38 594,00 €.

SECTION FONCTIONNEMENT			
DEPENSES		RECETTES	
Imputation	Montant	Imputation	Montant
<u>Chapitre 042 – Opérations d'ordre entre sections</u>			
Article 6811	38 594,00		
<u>Chapitre 023 – virement à la section d'investissement</u>	-38 594,00		
TOTAL	0,00	TOTAL	0,00

SECTION INVESTISSEMENT			
DEPENSES		RECETTES	
Imputation	Montant	Imputation	Montant
		<u>Chapitre 040 – Opérations d'ordre entre sections</u>	
		Article 28031	38 594,00
		<u>Chapitre 021 – virement à la section de fonctionnement</u>	-38 594,00
TOTAL	0,00	TOTAL	0,00

2/ Amortissements

Pour faire suite à un rapprochement d'inventaire avec les services de la trésorerie, une régularisation est nécessaire dès l'exercice 2017 pour un montant global de 3 100 €.

Cette régularisation nécessite les écritures suivantes :

SECTION FONCTIONNEMENT			
DEPENSES		RECETTES	
Imputation	Montant	Imputation	Montant
<u>Chapitre 042 – Opérations d'ordre entre sections</u> Article 6811	3 100,00		
<u>Chapitre 023 – virement à la section d'investissement</u>	-3 100,00		
TOTAL	0,00	TOTAL	0,00

SECTION INVESTISSEMENT			
DEPENSES		RECETTES	
Imputation	Montant	Imputation	Montant
		<u>Chapitre 040 – Opérations d'ordre entre sections</u> Article 281578	3 100,00
		<u>Chapitre 021 – virement à la section de fonctionnement</u>	-3 100,00
TOTAL	0,00	TOTAL	0,00

3/ Travaux d'office

La commune a dû mettre en œuvre des travaux dans le cadre d'une procédure de péril imminent. Le montant des travaux préconisés par l'expert a été chiffré à près de 34 000 € TTC. Les crédits disponibles ne sont pas suffisants et doivent donc être augmentés en dépenses comme en recettes.

Les écritures proposées sont les suivantes :

SECTION INVESTISSEMENT			
DEPENSES		RECETTES	
Imputation	Montant	Imputation	Montant
<u>Chapitre 4541-Travaux effectués d'office, art 454101</u>	30 000,00	<u>Chapitre 4542-Travaux effectués d'office, art 454201</u>	30 000,00
TOTAL	30 000,00	TOTAL	30 000,00

4 / Opérations budgétaires et comptables de transferts des résultats du budget assainissement à la communauté urbaine

Le transfert de la compétence « assainissement » doit se traduire par l'écriture d'opérations réelles, et notamment la réintégration des soldes du budget annexe exercice 2016 et les transferts des soldes à la communauté urbaine, par le schéma suivant :

SECTION FONCTIONNEMENT			
DEPENSES		RECETTES	
Imputation	Montant	Imputation	Montant
<u>Chapitre 67- art. 678 Autres charges exceptionnelles</u> (transféré à la C.U.)	35 088,57	<u>Chapitre 77 – art. 778 Produits exceptionnels divers</u> (reçu du budget assainissement)	35 088,57
TOTAL	35 088,57	TOTAL	35 088,57

SECTION INVESTISSEMENT			
DEPENSES		RECETTES	
Imputation	Montant	Imputation	Montant
<u>Chapitre 10 – art. 1068 Excédents de fonctionnement capitalisés</u> (transféré à la C.U.)	159 382,70	<u>Chapitre 10 – art. 1068</u> (reçu du budget assainissement)	159 382,70

TOTAL	159 382,70	TOTAL	159 382,70
--------------	-------------------	--------------	-------------------

Il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la modification et l'inscription de ces crédits.

La présente délibération est adoptée	Pour	28
	Contre	0
	Abstentions	0

11. Objet : Produits irrécouvrables

Monsieur le comptable public en charge de l'encaissement des recettes communales propose que des titres émis qui ne peuvent plus être mis en paiement pour insuffisance d'actifs et parce que les montants dus sont inférieurs au seuil de poursuite, fassent l'objet d'admission en non valeur.

Cette proposition représente un montant total de 1 294,73 €. La dépense sera imputée sur le compte 6541.

Il est proposé au Conseil Municipal :

- de donner un avis favorable à cette admission en non valeur.

La présente délibération est adoptée	Pour	28
	Contre	0
	Abstentions	0

12. Objet : Création budget annexe « gestion et entretien du pôle de proximité »

Comme suite à l'évolution du champ de compétences de Clermont Auvergne Métropole actée au 1er janvier 2017, la communauté urbaine a déconcentré son activité liée à la compétence voirie sur 7 pôles de proximité répartis sur l'ensemble de son territoire.

La création du Pôle de Proximité Sud s'est traduite par la mise à disposition d'une partie des locaux des ateliers municipaux de Romagnat.

La commune assure à ce titre l'entretien de l'intégralité des locaux et avance les frais de garage à hauteur de 40%.

Une convention de mise à disposition de services définit le périmètre des missions que la commune effectue pour le compte de Clermont Auvergne Métropole, et chaque année, il sera fixé le montant des dépenses prévisionnelles et réelles par le biais de fiches sectorielles.

Afin d'établir les conditions d'une totale transparence et d'une parfaite exhaustivité de l'ensemble des dépenses et des recettes relevant de cette mise à disposition, il apparaît nécessaire de créer un budget annexe au budget communal « gestion et entretien du pôle de proximité ».

Aussi, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver le principe de la création d'un budget annexe « gestion du pôle de proximité » qui prendra effet au 1^{er} janvier 2018.

La présente délibération est adoptée	Pour	28
	Contre	0
	Abstentions	0

13. **Objet** : Création budget annexe « Conciergerie du Parc»

Dans le cadre de la rénovation de la conciergerie du parc de Tocqueville, une activité commerciale va être créée pour instaurer un lieu de convivialité et d'animation dans le cœur de ville.

Les travaux nécessaires à la création d'un bar et d'une petite restauration sur ce site ne pourront pas être éligibles au fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée. En effet, cette activité va faire l'objet d'une convention pluriannuelle d'occupation temporaire du domaine public et sera assortie d'une redevance, la gestion du site et de l'opération d'aménagement basculeront sur un régime spécifique de TVA.

Aussi, il apparaît nécessaire d'en isoler les dépenses et les recettes par la création d'un budget annexe au budget communal.

Il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la création d'un nouveau budget annexe « Conciergerie du Parc» qui prendra effet au 1^{er} janvier 2018.

La présente délibération est adoptée, le groupe d'opposition ne participant pas au vote	Pour	24
	Contre	0
	Abstentions	0

14. **Objet** : Transformation de la communauté urbaine en Métropole

Clermont Auvergne Métropole est devenue Communauté urbaine au 1er janvier 2017, avec une volonté de renforcer et d'asseoir son rayonnement au sein de la nouvelle région Auvergne-Rhône-Alpes. Clermont Auvergne Métropole a ainsi pu asseoir ses fonctions stratégiques à travers ses nouvelles compétences en matière d'aménagement du territoire avec la planification urbaine, la gestion de l'espace public, de l'eau et de l'assainissement ainsi qu'en confortant son implication dans le développement économique, scientifique et universitaire.

Son rôle moteur au niveau de la plaque urbaine, au cœur de l'Auvergne et plus largement du Massif Central lui confère une vraie responsabilité en termes d'attractivité et de rayonnement des communes membres.

Pour l'ensemble de ces raisons, Clermont Auvergne Métropole souhaite s'engager dans la démarche ouverte récemment par la loi, d'accéder au statut de métropole institutionnelle.

Une telle démarche permettra à la collectivité de participer aux projets européens et nationaux dédiés aux métropoles (comme le Pacte Métropolitain d'Innovation bénéficiant de crédits spécifiques) mais également d'être un acteur important du développement territorial aux côtés des EPCI composant le Grand Clermont, notamment, au travers d'un contrat de coopération métropolitaine. Cette transformation sera également un marqueur à l'échelle nationale et européenne dont les entreprises et l'université se félicitent. C'est la loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain qui permet à la Communauté urbaine de s'engager dans la démarche permettant d'accéder au statut de métropole à périmètre constant des 21 communes qui la composent. L'article 70 de cette loi a en effet modifié l'article L. 5217-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) relatif à la création des Métropoles en prévoyant désormais que peuvent également prétendre à ce statut : « 4° Les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de plus de 250 000 habitants ou comprenant dans leur périmètre, au 31 décembre 2015, le chef-lieu de région, centres d'une zone d'emplois de plus de 500 000 habitants, au sens de l'Institut national de la statistique et des études économiques. »

La Communauté urbaine « Clermont Auvergne Métropole » remplit ainsi les critères énoncés précédemment autorisant sa transformation en Métropole. En termes d'intégration, les compétences nécessaires au statut d'une métropole ont d'ores et déjà fait l'objet d'un transfert lors de la transformation en Communauté urbaine. La loi prévoit toutefois que certaines compétences du Département doivent faire l'objet d'un transfert dans les deux ans qui suivent l'accès au statut. Les discussions sont d'ores et déjà engagées avec le Département et un cadre général de coopération entre les deux collectivités sera présenté aux deux assemblées.

La gouvernance partagée, prévue par le projet de territoire et la charte de gouvernance et de

proximité votés le 27 mai 2016, qui garantira toujours aux communes la proximité dans la mise en œuvre des politiques publiques, ne sera pas impactée par la transformation en métropole.

La procédure nécessite l'adoption d'une délibération spécifique, portant approbation par l'Assemblée communautaire du principe de la transformation de la Communauté urbaine en Métropole selon les termes de la loi, autorisant le Président à saisir les communes membres et les invitant à se prononcer par délibération sur l'adoption du statut de métropole. Il est rappelé qu'aux termes des dispositions de l'article L. 5217-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), l'accord des communes sur cette transformation nécessite que deux tiers au moins des conseils municipaux des communes membres représentant plus de la moitié de la population de celle-ci, ou la moitié des conseils municipaux des communes représentant les deux tiers de la population délibèrent favorablement.

Vu les articles L. 5217-1 et 2 du CGCT ;

Vu l'arrêté préfectoral n°16-01667 du 26 juillet 2016, portant modification des compétences de la Communauté d'agglomération « Clermont Communauté » et dissolution du Syndicat intercommunal d'adduction d'eau potable « Beaumont / Ceyrat / Saint-Genès-Champanelle » a/c du 1er janvier 2017;

Vu l'arrêté préfectoral n°16-02952 du 16 décembre 2016 portant modification des compétences de la communauté d'agglomération « Clermont Communauté » et dissolution du SIVU « Royat-Chamalières-Tourisme » ;

Vu l'arrêté préfectoral n°16-02952 du 16 décembre 2016 portant transformation de la Communauté d'agglomération « Clermont Communauté » en « Communauté urbaine Clermont Auvergne Métropole » ;

Considérant que Clermont Auvergne Métropole compte plus de 250 000 habitants, comprend dans son périmètre le chef lieu de Région au 31 décembre 2015 et est centre d'une zone d'emploi de plus de 500 000 habitants au sens de l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire, en date du 30 juin 2017 approuvant la transformation de la Communauté urbaine « Clermont Auvergne Métropole » en Métropole ;

Monsieur le Maire propose aux membres du conseil municipal :

- De se prononcer favorablement à la transformation de la communauté urbaine Clermont Auvergne Métropole en Métropole.

La présente délibération est adoptée	Pour	28
	Contre	0
	Abstentions	0

15. **Objet** : Groupement de commandes pour la fourniture de produits d'entretien pour les besoins de la ville de Romagnat et son centre communal d'action sociale

Le groupement d'achats de produits d'entretien arrivant prochainement à échéance, il est proposé de renouveler pour la seconde fois la mutualisation des besoins de la Ville et du centre communal d'action sociale, qui englobent les besoins de l'EHPAD.

Il est donc proposé d'établir une convention entre la commune de Romagnat et le centre communal d'action sociale pour la création d'un groupement de commandes et de lancer une consultation en vue de l'attribution d'un marché de fourniture de produits d'entretien.

Par cette convention, les membres du groupement s'engagent à signer, avec le prestataire retenu, un marché à hauteur de leurs besoins respectifs et à veiller à l'exécution et au paiement des prestations les concernant, d'une durée d'un an, renouvelable deux fois.

La Ville de Romagnat, constituant le plus gros donneur d'ordre du groupement, est désignée comme coordonnateur chargé de procéder à l'organisation de la procédure d'attribution.

La procédure d'achat public envisagée sera en dessous du seuil de procédure formalisée imposée par l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret 2016-360 du 15 mars 2016.

Il est ainsi proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver le principe et les termes de la convention entre la ville de Romagnat et le CCAS pour la constitution d'un groupement de commandes,

- d'autoriser le Maire à signer ladite convention,
- de procéder à l'élection du représentant de la commission d'ouverture des plis de la Ville ainsi que de son suppléant, parmi les membres de cette commission ayant voix délibérative.

La présente délibération est adoptée	Pour	28
	Contre	0
	Abstentions	0

16. **Objet** : Demande de subvention auprès de l'Office National des Anciens Combattants pour la rénovation des monuments aux Morts de la Commune de Romagnat

La municipalité a décidé de rénover deux des monuments aux Morts de la commune qui se trouvent, l'un dans le cimetière du bourg de Romagnat et le second dans celui de Saulzet-Le-Chaud.

Le devis de la Marbrerie DABRIGEON a été retenu. Il comprend le nettoyage de l'ouvrage, la consolidation du bâti existant, le rechapissage des lettres et le collage des pièces d'ornement en bronze, pour la somme de 5 300, 00€ TTC.

Il est ainsi proposé au Conseil Municipal :

- **d'approuver le devis,**
- d'autoriser le Maire à demander une subvention, la plus élevée possible, auprès de l'Office National des Anciens Combattants

La présente délibération est adoptée	Pour	28
	Contre	0
	Abstentions	0

17. **Objet** : Demande de subvention auprès de la région Auvergne-Rhône-Alpes pour la sécurisation aux abords des espaces publics

Comme suite aux différents faits d'incivilités près de la salle André Raynoird et au niveau du groupe scolaire Louise Michel depuis quelques années, la municipalité souhaite installer une vidéo protection dans ce quartier de Romagnat.

L'estimation du coût de cette mesure s'élève à un montant TTC de 6.600,00 €.

La Région AUVERGNE RHONE ALPES propose une aide à hauteur de 50% du montant HT pour une dépense plafonnée à 15 000€ HT par caméra (acquisition, installation et raccordement jusqu'aux équipements de restitution et de traitement des images).

Il est ainsi proposé au Conseil Municipal :

- d'autoriser le Maire à demander une subvention auprès du Conseil Régional Auvergne-Rhône-Alpes.

La présente délibération est adoptée, le groupe D'opposition n'ayant pas pris part au vote	Pour	24
	Contre	0
	Abstentions	0

18. **Objet** : Demande de subvention auprès de la préfecture pour l'acquisition d'une caméra piéton

Afin de faire évoluer la réalisation des missions de la police municipale en sécurisant les interventions particulières, la municipalité souhaite faire l'acquisition d'une caméra piéton.

Le fonds interministériel de prévention de la délinquance propose une aide à hauteur de 50%, dans la limite de 200 € par appareil.

Il est ainsi proposé au Conseil Municipal :

- d'autoriser le Maire à demander une subvention auprès de la Préfecture du Puy-de-Dôme.

La présente délibération est adoptée	Pour	28
	Contre	0
	Abstentions	0

19. Objet : Adhésion au service retraite du Centre de Gestion du Puy-de-Dôme

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,
Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 24 modifié par la loi 2007-209 du 19 février 2007, qui autorise le Centre de Gestion à assurer toutes tâches en matière de retraite et d'invalidité pour le compte des collectivités territoriales et établissements publics,

Vu les lois n° 2003-775 du 21 août 2003 et n° 2010-1330 du 9 novembre 2010 portant réforme des retraites
Vu le décret n° 2003-1306 du 26 décembre 2003 relatif au régime de retraite des fonctionnaires affiliés à la Caisse Nationale de Retraites des Agents des Collectivités Locales,

Vu le décret n° 2007-173 du 7 février 2007 relatif à la Caisse Nationale de Retraites des Agents des Collectivités Locales,

Vu la délibération du Conseil d'administration du Centre de gestion de la fonction publique territoriale du Puy-de-Dôme n° 2017-17 en date du 28 juin 2017,

Considérant que les collectivités territoriales ont en charge l'instruction des dossiers de retraites de leurs agents affiliés à la CNRACL et que cette obligation peut être satisfaite par l'adhésion au service retraites créé par le Centre de Gestion du Puy-de-Dôme,

Considérant les prestations spécifiques offertes par le service retraites du Centre de Gestion du Puy-de-Dôme telles que décrites dans la convention d'adhésion,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

- décide d'adhérer au **service retraites** compétent en matière de procédures des actes de gestion du régime spécial afin de bénéficier de l'assistance et de l'expertise des correspondantes locales CNRACL,
- prend acte que les barèmes actuels prévoient une tarification liée au nombre d'agents affiliés à la CNRACL dans la collectivité et pourront être actualisés par décision du Conseil d'administration du Centre de gestion,
- autorise l'autorité territoriale à signer la convention proposée par le Centre de Gestion du Puy-de-Dôme,
- inscrit les crédits correspondants au budget de la collectivité selon les modalités détaillées dans la convention d'adhésion au service retraites.

La présente délibération est adoptée, <i>Monsieur FARRET ne prend pas part au vote</i>	Pour	27
	Contre	0
	Abstentions	0

20. Objet : Convention d'adhésion au pôle santé au travail – Centre de Gestion

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, notamment son article 23,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment ses articles 22 à 26-1 et 108-1 à 108-4,

Vu le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 87-602 du 30 juillet 1987 pris pour l'application de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif à l'organisation des comités médicaux, aux conditions d'aptitude physique et au régime des congés de maladie des fonctionnaires territoriaux,

Vu les délibérations du Conseil d'administration du Centre de gestion de la fonction publique territoriale du Puy-de-Dôme en dates des 17 novembre 1997, 26 mars 2003 et 27 novembre 2009 ayant créé les services de médecine professionnelle et préventive, de prévention et d'intermédiation sociale et de maintien dans l'emploi,

Vu la délibération du Conseil d'administration du Centre de gestion de la fonction publique territoriale du Puy-de-Dôme n° 2016-48 en date du 29 novembre 2016 instaurant une nouvelle tarification pour le Pôle Santé au travail,

Vu la délibération du Conseil d'administration du Centre de gestion de la fonction publique territoriale du Puy-de-Dôme n° 2017-20 en date du 28 juin 2017 approuvant les termes de la nouvelle convention d'adhésion au Pôle Santé au travail à intervenir entre le Centre de gestion et les collectivités et établissements qui souhaiteront adhérer à cette mission facultative pour la période 2018/2020,

Vu la circulaire n° NOR INTB1209800C du 12 octobre 2012 portant application des dispositions du décret n° 85-603 du 10 juin 1985 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale,

Considérant que les collectivités territoriales doivent veiller à l'état de santé des agents en ayant comme préoccupation d'empêcher toute altération de leur état de santé du fait de l'exercice de leurs fonctions,

Considérant que chaque collectivité et chaque établissement public local doit disposer d'un service de médecine professionnelle et préventive, et que cette obligation peut être satisfaite par l'adhésion à un service créé par un Centre de gestion,

Considérant que le Centre de gestion du Puy-de-Dôme a mis en place un pôle santé au travail regroupant un service de médecine professionnelle et préventive et un service de prévention des risques relatifs à l'hygiène et à la sécurité,

Considérant les prestations offertes par le Pôle santé au travail du Centre de gestion du Puy-de-Dôme telles que décrites dans la convention d'adhésion annexée à la présente délibération,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

Adhère à compter du 1^{er} janvier 2018 à l'ensemble des prestations offertes par le Pôle santé au travail (option 1)

- autorise l'autorité territoriale à signer la convention proposée par le Centre de gestion du Puy-de-Dôme,
- inscrit les crédits correspondants au budget de la collectivité selon les modalités détaillées dans la convention d'adhésion au Pôle santé au travail.

présente délibération est adoptée, <i>Monsieur FARRET ne prend pas part au vote</i>	Pour	27
	Contre	0
	Abstentions	0

21. Objet : Contrat d'Accompagnement dans l'emploi (CAE-CUI)

Monsieur le Maire expose qu'un contrat aidé arrive à échéance le 4 octobre 2017. L'organisation du travail dans les écoles ainsi que l'augmentation des effectifs nécessitent de renforcer le personnel afin d'aider les enfants dans les actes de la vie quotidienne (prise de repas notamment), et de mener avec eux des activités d'éveil (jeux, apprentissage de la vie collective). Il est nécessaire de pourvoir au remplacement de ce poste par voie de contrat aidé.

Il est par conséquent proposé au Conseil Municipal, d'émettre un avis favorable :

- A la création d'un poste en CAE-CUI à temps non complet (26h hebdomadaires) à compter du 5 octobre 2017

- A la signature de tout document relatif au recrutement d'un agent sur le poste ainsi créé.

La présente délibération est adoptée	Pour	28
	Contre	0
	Abstentions	0

22. Objet : Subvention exceptionnelle en faveur des sinistrés de l'ouragan IRMA aux Antilles françaises

L'ouragan IRMA s'est abattu le 6 septembre sur les Antilles françaises touchant plus particulièrement dans la partie nord de l'archipel les îles de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy.

D'une puissance exceptionnelle, l'ouragan a fait plusieurs victimes (9 morts selon le dernier bilan provisoire) et dévasté ces territoires laissant de nombreux habitants sans toit, sans accès aux produits de première nécessité que sont notamment l'eau et l'électricité.

Les infrastructures des deux îles sont à reconstruire, l'économie basée essentiellement sur le tourisme est durablement affectée.

Face à la détresse des populations durement frappées, la Fondation de France lance un appel à la solidarité nationale pour les Antilles. La Fondation de France aidera les personnes sinistrées les plus vulnérables dans les îles antillaises, notamment à Saint-Martin, en tenant compte des plans d'aide prévus par l'Etat français.

Une équipe a été envoyée sur place pour évaluer les besoins immédiats, et rencontrer les associations locales. Elle étudie la possibilité de créer une antenne locale en coordination avec les associations et collectivités locales. Son objectif : informer sur les différentes aides aux victimes, qu'il s'agisse de soutien juridique, social, psychologique, et évaluer les besoins immédiats et à moyen terme des personnes (relogement ou réparation, perte d'emploi / d'outil de travail...). La situation de chaque personne et des ressources dont elle dispose - aides au logement, RSA, emploi, allocations familiales, assurances..., sera prise en compte.

Dans un second temps, la Fondation de France interviendra pour faciliter le retour à une vie quotidienne normale des personnes les plus fragiles. Elle privilégiera les projets des associations qui aideront les familles à reconstruire leur vie - retrouver un toit et des biens d'équipement de base, reprendre une activité, ...- et qui permettront à la communauté de reconstruire une vie sociale, associative et éducative. Elle soutiendra également les petits artisans et cultivateurs dont l'outil de production a été détruit pour relancer leur activité.

La Fondation de France assurera un suivi tant de la gestion financière que de la réalisation des projets financés. Au terme de cette opération, une évaluation et un bilan de l'utilisation des fonds collectés seront publiés sur le site internet de la Fondation de France

En solidarité avec les habitants des îles de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy, il est proposé par Monsieur le Maire d'accorder une subvention exceptionnelle d'un montant de 1 000 €. Cette subvention sera versée à la Fondation de France

Il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver l'attribution de cette subvention exceptionnelle.

La présente délibération est adoptée	Pour	28
	Contre	0
	Abstentions	0

23. Objet : Illuminations de Noël

Monsieur le Maire expose qu'il y a lieu de prévoir la réalisation des travaux d'éclairage public

suivants :

Illuminations de Noël 2017/2018

Un avant-projet de ces travaux a été réalisé par le Syndicat Intercommunal d'Électricité et de Gaz du Puy de Dôme (S.I.E.G.) auquel la commune est adhérente. L'estimation des dépenses correspondant aux conditions économiques actuelles s'élève à : 8 400 € H.T.

Conformément aux décisions prises par son comité, le S.I.E.G. peut prendre en charge la réalisation de ces travaux en les finançant dans la proportion de 50 % du montant H.T. et en demandant à la Commune un fonds de concours égal à 50 % de ce montant soit : 4 200 € .

Ce fonds de concours sera revu en fin de travaux pour être réajusté suivant le montant des dépenses du décompte définitif.

La totalité de la TVA sera récupérée, par le S.I.E.G. par le biais du fonds de compensation pour la TVA.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide :

- d'approuver l'avant projet des travaux d'éclairage public présenté par Monsieur le Maire
- de confier la réalisation des travaux au S.I.E.G.
- de fixer la participation de la commune au financement des dépenses à 4 200 € et d'autoriser Monsieur le Maire à verser cette somme, après réajustement du décompte définitif, dans la caisse du receveur du S.I.E.G
- de prévoir à cet effet les inscriptions budgétaires nécessaires.

La présente délibération est adoptée	Pour	28
	Contre	0
	Abstentions	0

24. **Objet** : SIEG- Désignation de nouveaux délégués

La prise de compétence Eclairage public par Clermont Auvergne Métropole a entraîné une modification des statuts du SIEG approuvée par arrêté préfectoral du 8 août 2017

La commune restant membre et tributaire du SIEG en ce qui concerne les illuminations de Noël et l'éclairage des bâtiments publics et terrains de sport, doit désigner deux délégués (1 titulaire et 1 suppléant) pour siéger au comité syndical du SEIG du Puy-de-Dôme.

Il est proposé aux membres du conseil municipal de désigner :

- Monsieur Jacques SCHNEIDER en tant que délégué titulaire
- Monsieur Jean-Claude BENAY en tant que délégué suppléant.

La présente délibération est adoptée	Pour	28
	Contre	0
	Abstentions	0

25. **Objet** : Cession à Auvergne-Habitat : emprise à détacher de la rue P et M Curie (création accès nouveaux logements sociaux).

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le code général de la propriété des personnes publiques,

VU le code de la voirie routière et notamment l'article L. 141-3,

VU le plan de division annexé à la présente délibération permettant d'identifier l'emprise foncière objet de la cession, d'une superficie d'environ 64,70 m², à hauteur des parcelles AP 163-164-165,

CONSIDERANT la nécessité pour Auvergne-Habitat de créer un accès à son terrain riverain supportant les nouveaux logements sociaux,

CONSIDERANT le projet de plan de division ci-joint faisant apparaître l'emprise envisagée nécessaire à la création de l'accès à détacher de la rue Pierre et Marie Curie,

CONSIDERANT que l'emprise envisagée sur la rue Pierre et Marie Curie est actuellement constituée d'un espace enherbé avec talus non dédié à la circulation,
CONSIDERANT que les procédures concernant le classement ou le déclassement des voies sont dispensées d'enquête publique préalable sauf lorsque l'opération envisagée a pour conséquence de porter atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par la voie,
CONSIDERANT que le déclassement lié à ce projet d'emprise n'est pas de nature à modifier les conditions de desserte,
CONSIDERANT qu'il est proposé de céder l'emprise au prix de 33 € le m², vente amiable au montant non inférieur à l'estimation de la Division des Missions Domaniales.

Après en avoir délibéré :

DÉCIDE de prononcer le déclassement et la désaffectation, avant cession, d'une emprise d'environ 64,70 m² du domaine public communal de la rue Pierre et Marie Curie,
DÉCIDE de céder à l'amiable, à Auvergne-Habitat, l'emprise d'environ 64,70 m² nécessaire à la création d'un accès à ses nouveaux logements sociaux,
APPROUVE ladite cession au prix de 33 € le m², vente amiable au montant non inférieur à l'estimation de la Division des Missions Domaniales, tous les frais liés étant à la charge de l'acquéreur,
AUTORISE M. Le Maire à signer tous les actes et documents afférents à cette cession.

La présente délibération est adoptée	Pour	28
	Contre	0
	Abstentions	0

26. **Objet** : Incorporation de biens présumés sans maître

Les biens sans maître appartiennent désormais aux communes et, en cas de renonciation, à l'Etat.

1- Définition des biens sans maître.

Sont considérés comme n'ayant pas de maître les biens, autres que ceux issus des successions en déshérence (cf. article L.1122-1 du CG3P) et qui, soit font partie d'une succession ouverte depuis plus de trente ans et pour laquelle aucun successible ne s'est présenté, soit sont des immeubles qui n'ont pas de propriétaire connu et pour lesquels, depuis plus de trois ans, les taxes foncières n'ont pas été acquittées ou ont été acquittées par un tiers.

Cette définition consacre par la loi l'existence de deux catégories distinctes de biens sans maître qui recouvrent les notions communément utilisées de biens sans maître proprement dits et de biens présumés sans maître.

2- L'appropriation des immeubles sans maître constitue un mode d'acquisition de la propriété exorbitant du droit commun.

En application des articles L. 1123-2 et L. 1123-3 du CG3P, les biens sans maître sont acquis par la commune, ou à défaut par l'Etat, soit de plein droit, soit au moyen d'une procédure spécifique.

A l'issue de l'enquête permettant de s'assurer que le bien qu'elle se propose d'appréhender est effectivement sans maître, la commune doit déterminer la procédure à mettre en oeuvre pour incorporer le bien dans son domaine.

☑ Acquisition selon les modalités prévues à l'article L. 1123-3 du CG3P des immeubles présumés sans maître.

a) *Champ d'application de l'article L. 1123-3*

☑ Les immeubles pour lesquels, depuis plus de trois ans, les taxes foncières ont été acquittées par un tiers ou n'ont pas été acquittées, soit parce qu'elles font l'objet d'une exonération, soit parce que la cotisation due est inférieure au seuil de mise en recouvrement, n'avaient pas expressément vocation à faire l'objet de cette procédure.

☑ La procédure d'appréhension des biens présumés sans maître est désormais expressément applicable à ces derniers immeubles.

L'objectif est de faire en sorte que le paiement des taxes foncières par un tiers ne puisse plus faire obstacle au déclenchement de la procédure de constatation de la vacance.

Cette mesure est applicable aux seuls immeubles pour lesquels la constatation de la vacance est intervenue

après le 1er juillet 2006.

Par ailleurs, dans la mesure où la rédaction du 2° de l'article L. 1123-1 du CG3P conduit à englober les immeubles qui ont appartenu à une personne connue et disparue sans laisser de représentant et qui ne sont pas devenus la propriété d'une autre personne, les biens en cause devront également à l'avenir faire l'objet de la procédure décrite à l'article L. 1123-3.

b) Mise en oeuvre de la procédure d'acquisition

- Procédure poursuivie par la commune

La procédure d'appréhension elle-même, décrite au point 2.2.2 de la circulaire interministérielle du 8 mars 2006, demeure applicable.

Elle comporte deux phases distinctes : la commune doit d'abord constater que le bien est présumé sans maître (avis de la commission communale des impôts directs - arrêté du maire constatant l'absence de propriétaire connu et de paiement des contributions foncières [ou leur paiement par un tiers] - accomplissement des mesures de publicité) avant de l'incorporer dans son domaine (délai de 6 mois - délibération du conseil municipal et arrêté du maire constatant l'incorporation).

Compte tenu de l'extension du champ d'application de la procédure, l'arrêté du maire qui constate que l'immeuble est présumé sans maître doit être également notifié, non seulement au dernier propriétaire connu et à l'habitant ou l'exploitant, mais aussi, s'il y a lieu, au tiers qui a acquitté les taxes foncières.

L'avis de la commission communale des impôts directs demeure nécessaire. La mention de sa consultation sera ultérieurement déclassée dans un texte de niveau réglementaire.

- Procédure poursuivie par l'Etat

A défaut de délibération portant incorporation dans le domaine communal prise dans le délai de 6 mois à compter de la date à laquelle il a été constaté que le bien est présumé sans maître, la propriété du bien est attribuée à l'Etat et son transfert dans le domaine national constaté par un arrêté préfectoral qui est publié au fichier immobilier.

3- Les modalités de revendication des immeubles sans maître.

Le régime de droit commun prévoit que dans le cas où le propriétaire initial du bien ou ses ayants droit se manifesteraient postérieurement à la date d'acquisition de ce bien par une personne publique, dans les limites de la prescription trentenaire, celle-ci a l'obligation de le restituer.

Dans la mesure où la procédure simplifiée d'appréhension ne concerne désormais que les biens faisant partie d'une succession ouverte depuis plus de trente ans et pour laquelle aucun successible ne s'est présenté, c'est-à-dire ceux pour lesquels le délai de l'action en revendication est expiré, la question de la restitution des biens ainsi acquis n'a en pratique que très peu d'effet.

☐ Sort des biens acquis à l'issue de la procédure prévue à l'article L. 1123-3 du CG3P

Par exception au régime de droit commun, lorsque la propriété d'un immeuble a été attribuée à une commune ou à défaut à l'Etat à l'issue de la procédure décrite à l'article L. 1123-3, l'ancien propriétaire ou ses ayants droit qui se manifestent dans les limites de la prescription trentenaire ne sont plus en droit d'en obtenir la restitution si le bien a été aliéné ou utilisé d'une manière ne permettant pas cette restitution (par exemple, immeuble affecté à un service de l'Etat ou remis en dotation à un établissement public national).

Il ne peut, dans ce cas, obtenir de la commune ou de l'Etat que le paiement d'une indemnité représentant la valeur de l'immeuble au jour de l'acte d'aliénation ou, le cas échéant, du procès-verbal constatant la remise effective de l'immeuble au service ou à l'établissement public utilisateur.

A défaut d'accord amiable, l'indemnité est fixée par le juge compétent en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

La restitution du bien ou le paiement de l'indemnité sont subordonnés au paiement par le propriétaire ou ses ayants droit du montant :

- des charges qu'ils ont éludées (taxes foncières, par exemple) ;

- des dépenses engagées par la commune ou par l'Etat au titre de la conservation du bien.

Les articles L.1123-3 et L.2222-20 du CG3P sont applicables aux immeubles qui n'ont pas de propriétaire connu et pour lesquels les taxes foncières ont été acquittées par un tiers ou n'ont pas été acquittées parce qu'elles font l'objet d'une exonération ou en raison de la modicité de la cotisation due, à l'égard desquels la décision de constatation de vacance est intervenue postérieurement au 1er juillet 2006 (II de l'article 11 de l'ordonnance n° 2006-460 du 21 avril 2006).

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales, notamment son article 147,

VU l'article 713 du Code Civil,
VU l'article L.27 bis du Code des Domaines de l'Etat,
VU les articles 7i et 8i de l'ordonnance 2006-460 du 21 avril 2006,
VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, notamment ses L.1123-1, L.1123-2 et L.1123-3,
VU la liste établie en date du 25 janvier 2016 par Monsieur le directeur départemental des finances publiques et transmise à Monsieur le Préfet du Puy-de-dôme;
Vu l'arrêté préfectoral du 12 décembre 2016 établissant la liste des biens présumés sans maître situés sur le territoire de ROMAGNAT ;

CONSIDERANT que les conditions requises pour la mise en œuvre de la procédure prévue à l'article L1123-4 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques sont réunies,

Sur la proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Puy-de-Dôme,

Après en avoir délibéré,

DECIDE l'incorporation dans le domaine privé de la Commune des parcelles suivantes :

- AM 214 d'une contenance de 833 m² dans le secteur dit de « La GUILLE » ;
- C 279 d'une contenance de 620 m² dans le secteur dit de « RIGOLET » ;
- H 727 d'une contenance de 689 m² dans le secteur dit de « La CONDAMINE ».

DIT que la délibération sera, en plus des mesures de publicité de droit commun, affichée sur le terrain, transmise au représentant de l'Etat dans le département mais aussi aux services du cadastre et des Hypothèques.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer les documents s'y référant.

La présente délibération est adoptée	Pour	28
	Contre	0
	Abstentions	0

27- Objet : Désaffectation d'une partie d'un chemin à Clémensat

L'article L 2241-1 du code général des collectivités territoriales précise que le conseil délibère sur la gestion des biens et les opérations immobilières effectuées par la commune.

Par délibération du 7 février 2017, le conseil a décidé de :

- se prononcer favorablement sur le déclassement d'une partie du chemin par la procédure dite sans enquête préalable du fait que les conditions de circulation ne seront pas remises en cause par le projet ;

- d'approuver la cession d'une emprise de 50 m² environ à détacher du chemin situé entre la rue du lavoir et le talus bordant la RD 21, au profit du propriétaire de la parcelle contigüe BA 114, dans le but de reconfigurer son terrain et permettre la construction d'un logement « Loi Pinel », au prix de 33 € le m², tous les frais liés étant à la charge de l'acquéreur ;

- de confier l'établissement de l'acte notarié à la SCP OLIVET-DUBOIS-SAINT-MARCOUX-BODIN-COSTA, notaires associés à Aubière ;

-d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous les actes authentiques et tous les documents relatifs à cette cession.

Il convient maintenant :

- de préciser l'emprise considérée. En effet, le document d'arpentage fait apparaître un lot A d'une surface de 72 m². modifiant l'alignement du domine public au droit de la parcelle BA 114.
- de compléter ces décisions par la désaffectation de la partie à céder. Compte tenu des usages locaux, il est admis et constaté que ce chemin n'est pas adapté à la circulation automobile.

La partie cédée peut donc être désaffectée sans empêcher de maintenir une circulation piétonne sur le reste du chemin demeurant dans le domaine public.

Monsieur le Maire propose donc aux membres du conseil de se prononcer favorablement sur

la désaffectation de la partie déclassée du chemin telle quelle figure sur le plan annexé à la présente.

La présente délibération est adoptée	Pour	28
	Contre	0
	Abstentions	0

L'ordre du jour étant épuisé, La séance est levée à 21 heures. La date prévisionnelle du prochain conseil est fixée au 26 octobre 2017 à 19 heures.

M BRUNMUROL	MME LELIEVRE
MME GILBERT	M LARDANS
M SCHNEIDER	MME DI TOMMASO
M ZANNA	MME BUGUELLOU PHILIPPON
M CEYSSAT	M BROUSSE
M DA SILVA	M VALLENET
MME CHARTIER	MME BLANC
M SIEGRIST	MME DAUPLAT
MME DUGAT	MME DECOURTEIX
MME GODEFROID	MME GERARD
MME AUDET-FARRET	M RITROVATO
M FARRET	